

LESCOLLECTIVISATIONSESPAGNOLS...

Rappelons d'abord les faits:

Le 19 juillet 1936, le général Franco déclenchait un coup d'État fasciste. Le gouvernement républicain était tout de suite hors de course. Mais, à l'appel de la C.N.T., le peuple libérait la Catalogne, le Levant, une partie de l'Andalousie et des Asturies; la C.N.T et les jeunesses socialistes libéraient Madrid; la C.N.T. et les nationalistes basques les provinces du Nord. Après quelques jours de lutte l'Espagne était divisées en deux parties sensiblement égales.

Le 22 juillet, à Barcelone, la C.N.T. proclamait la reprise du travail. Les ouvriers avaient une culture sociale, peut-être restreinte, mais très précise; à la première occasion, ils étaient prêts à prendre l'usine; les paysans étaient prêts à prendre la terre.

Les patrons, par peur ou par sympathie fasciste, ne se présentèrent généralement pas à leurs bureaux. C'était pain béni pour ceux qui étaient bien décidés à se passer d'eux.

Les ouvriers, donc, collectivisèrent les usines, les mines, les transports, les travaux publics, etc... Ils assurèrent toutes les fonctions directement, incorporant les techniciens, mais éliminant tout appareil directif extérieur au syndicat.

L'Espagne est un pays de grosses propriétés. Les paysans prirent ses propriétés mais ils ne les partagèrent pas. Ils les gardèrent en bloc et les travaillèrent en commun. De petits propriétaires se joignirent à la collectivité; d'autres continuèrent leur exploitation familiale.

(On trouvera quelques exemples remarquables de collectivisations dans la brochure d'Aristide LAPEYRE: «*Le problème espagnol*», et le livre de PEIRATS: «*La C.N.T. dans la révolution espagnole*». Les chercheurs en trouveront d'autres dans les journaux et brochures libertaires publiés à l'époque).

La production fut assurée, mieux: elle augmenta. Et ceci est essentiel. Organiser l'économie d'un pays, c'est donner à manger à ses habitants: «*Primum vivere*». Une économie nouvelle qui n'assurerait pas la vie serait à rejeter, quel que soit l'idéalisme qui l'inspire.

Les collectivisations assurèrent la vie de l'Espagne libre pendant 2 ans et demi. S'il y eut des restrictions, elles étaient le fait de la guerre, et n'égalèrent pas celles que la France connut sous l'occupation.

Mais le contenu social des collectivisations est à considérer aussi. Qu'importerait à l'ouvrier de maîtrise nominale de l'usine, même avec des augmentations de salaire, s'ils n'y trouvaient la fin de l'iniquité!

La C.N.T. tendait à l'unité des salaires et l'établissait tant qu'elle put. Forte de sa victoire prestigieuse sur l'armée, elle entraînait le bloc antifasciste tout entier. Mais elle avait à compter avec l'U.G.T. (un million d'adhérents) avec les socialistes et les nationalistes basques (chrétiens), avec la masse des nouveaux syndiqués. Elle dut se contenter souvent de réduire les différences de salaire du simple au double. C'était déjà un joli début.

Les paysans furent plus radicaux; ils installèrent presque partout le salaire unique familial.

Il appartenait cependant à l'Aragon d'aller beaucoup plus loin.

Saragosse, Huesca, Teruel, tombés aux mains des franquistes, les paysans aragonais se croyaient perdus lorsque les colonnes anarchistes de Barcelone vinrent délivrer la moitié de la région. Les patrons avaient fui; rien ne gênait la collectivisation; les miliciens apportaient la sécurité et l'expérience de Catalogne. On tenta le maximum d'un seul coup, et on s'y fixa car le coup réussit: on supprima l'argent!

Les produits existants dans un village étaient partagés à égalité entre tous, la carte syndicale faisant foi du droit à la distribution. Et la production augmenta, bien loin de diminuer, malgré la guerre toute proche. Le contenu social est hors de discussion: avec l'argent disparaissait l'appropriation individuelle, la thésaurisation, l'exploitation et la prostitution.

On a minimisé cette expérience parce qu'elle touchait seulement la campagne, mais Caspe ou Belchite (délivrée plus tard) étaient déjà des petites villes.

Certes, tout n'était pas parfait dans les collectivisations. Des heurts se produisaient parfois. L'argent, supprimé en Aragon, restait en Catalogne, et tel milicien, parti en permission avec des souliers neufs, était tenté de revenir avec des souliers vieux. Les coiffeurs de Barcelone qui avaient collectivisé magnifiquement une profession artisanale, - ce qui est un tour de force, - tombèrent parfois dans le corporatisme par rivalité envers les coiffeurs pour dames, non collectivisés.

Le» Espagnols ne cachaient pas ces faits. Ils les outraient au contraire devant les étrangers. On pourrait faire un livre des récits ainsi colportés de bonne foi par des camarades dont le seul tort était de ne pas connaître le tempérament espagnol.

Idéalistes, enthousiastes, mais excessifs en tout, cœur d'or mais bouillants comme la lave, les Espagnols réagissent toujours avec une extrême violence.

Une contrariété, et le milicien jette son fusil à terre. Jurant qu'il abandonne tout; un coup de feu en face; il reprend son arme et risque sa vie en chantant. Mais dans l'intervalle que n'a-t-il pas dit sur l'injustice de dieu, la vertu de la vierge, la trahison des comités, et la ligne politique de la C.N.T. Pour le comprendre, il faut être de la même famille spirituelle, avoir peut-être encore, après 1.200 ans, quelques gouttes de sang maure dans les veines.

Mais il y avait plus sérieux.

Hors de l'Aragon, il y avait des collectivités riches et des collectivités pauvres. De bonnes terres, bien irriguées et des terres tirées de la friche. *[mot manquant]* de charbon on avait rouvert de vieilles mines abandonnées comme non rentables. Les salaires étant calculée sur les bénéfices, l'inégalité supprimée ou adoucie dans la collectivité se trouvait au dehors. Les collectivités tournaient à la coopérative.

La propriété ne pouvait plus être individuelle ou capitaliste; elle ne devait être non plus coopératiste; elle devait être sociale.

Il fallait passer de la collectivisation à la socialisation. (Dans un congrès de la C.G.T.S.R. pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, j'ai dit: à la syndicalisation, tout en remarquant que ce néologisme sonnait trop mal pour être adopté).

Cette œuvre fut amorcée au plénum économique de Valence.

Ce plénum fut mal connu à l'étranger. De fait le problème politique, et surtout la participation de la C.N.T. au gouvernement dominait toute chose. Ayant annoncé la victoire future de l'étatisation, certains parlaient déjà de collectivisations au passé. Ils prirent du plénum économique ce qui flattait leur thèse.

La prolifération des journaux dépassait toute mesure. (Combien Jean Grave dans *Terre libre* avait été bon prophète!) Chaque syndicat voulait son hebdomadaire, chaque petite ville son quotidien. Le plénum réduisit les journaux à un chiffre raisonnable. Cette décision pouvait sembler liberticide à ceux qui en ignoraient la raison.

La banque syndicale allait libérer les collectivités des banques officielles étatisées, donner à la C.N.T., grâce aux dépôts des collectivités riches, le moyen d'aider les pauvres.

Les autres mesures allaient dans le même sens... mais déjà la révolution devait compter avec ses adversaires.

Les collectivisations eurent deux ennemis; l'État et le parti communiste.

Dès septembre 1936 l'État officialisait la collectivisation de toutes les entreprises employant plus de 50 ouvriers (25 en Catalogne: ces chiffres furent abaissés plus tard). Il donnait à l'économie nouvelle une couverture légale. En même temps il tentait de la limiter. Mais l'État légiférait alors dans le vide, n'ayant pas de forces pour appliquer ses décisions. Plus tard, ayant organisé un embryon de police et d'armée (grâce aux communistes), il tenta de contrôler la production, il mit la main sur les banques et sur les industries de guerre. Les socialistes étant à la tête du gouvernement, la C.N.T. dut composer pour ne pas se couper de l'U.G.T.

Le parti communiste espagnol n'a jamais eu grande influence, Moscou, présentant les événements avait englouti vainement des sommes considérables à le développer. Son rôle dans les *Journées de Juillet* fut négligeable. Mais la France et l'Angleterre, par la non intervention, ayant privé d'armes le gouvernement républicain, la Russie apparut comme un sauveur. Elle vendit des armes, - payées en or, - à condition de garder le contrôle de leur distribution. Elle les donna aux siens et à leurs amis, et au compte-gouttes. Ces armes étant indispensables, il fallut tout accepter. De tous les pays d'Amérique latine, les communistes affluèrent. Les brigades internationales furent organisées par eux.

La place étant prise dans la révolution, ils se firent les champions de la contre-révolution. Ils répandirent cette fable que la C.N.T. perdait la guerre pour faire la révolution (alors que celle-ci n'était pas à faire: elle était faite), ils regroupèrent les petits commerçants éliminés par la nouvelle distribution. Ils assassinèrent des militants. Ils détruisirent des collectivisations, partageant de force la terre. Ils semèrent partout la désunion, le doute et l'énervement.

Toutefois il ne faut pas exagérer la force prise par eux. Ils noyautèrent bien des fédérations du parti socialiste et de l'U.G.T., s'emparèrent de quelques directions de l'État et de l'année nouvelle; mais quand en février 1939, la Catalogne étant tombée et la défaite certaine, républicains, anarchistes et Jeunesses socialistes voulurent, par un baroud d'honneur se débarrasser d'eux, leur élimination demanda seulement deux heures.

Vasquez, secrétaire de la C.N.T., disait au congrès de l'A.I.T., en octobre 1938: «*Les syndicats contrôlent 85% de l'économie espagnole*». Au vrai, certaines industries comptées comme «*contrôlées*» n'étaient pas exactement collectivisées. Mais cela donne une idée de la force des syndicats. Jusqu'à la fin.

Si Franco avait perdu la guerre, quel exempté l'Espagne eut donné au monde.

Un mot sur les «*communautés*».

Lorsque des miliciens séjournèrent longtemps dans un village, leur popote devint un centre d'accueil. Les sans-famille y prirent leurs repas. Même des familles prirent goût à la famille collective. Et comme les Espagnols sont un tantinet bavards, férus de discussions et d'éloquence, comme un climat merveilleux les incite à prolonger les veillées, la maison commune devint un centre d'animation. Chaque village eut bien-sûr son cercle. Les français parlèrent de «*communauté*», «*C'est notre soviet local*» disait un marxiste. Mais je n'aime pas ce mot russe, signifiant conseil, parce qu'il porta une idée de hiérarchie, que la chose n'avait pas. C'était la «*commune de village*» selon le langage de Kropotkine.

Et maintenant, trois histoires pour finir. La première est un témoignage.

En janvier 1937, la C.G.T.S.R. organisait un meeting salle Wagram. LASSIÈGE, secrétaire permanent des métaux de la Seine (C.G.T.) nous demanda de parler avec nous. Voici l'essentiel de son intervention.

«Il y a deux mois, j'ai fait un voyage d'étude en Espagne. J'en ai rendu compte à mon conseil syndical. Depuis je n'ai pu prendre la parole ni publiquement ni même dans les syndicats.

J'ai vu en Espagne l'usine aux ouvriers, la terre aux paysans, directement, sans aucun intermédiaire, et un syndicaliste ne peut espérer voir quelque chose de plus beau ».

En descendant de la tribune il me disait *«ces paroles me coûteront peut-être ma place, mais il fallait que je les prononce; elles m'étouffaient».*

LASSIÈGE sous-estimait la démocratie qui règne au sein de la C.G.T. Nul ne lui reprocha ces paroles. Et s'il fut débarqué trois mois plus tard, ce fut une pure coïncidence.

Deuxième histoire.

Il y a une douzaine d'années, je faisais une conférence sur l'Espagne. Contradiction d'un socialiste espagnol. Nécessité de la discipline, de la hiérarchie, d'un État-arbitre, etc... Les collectivisations, pourtant, trouvaient grâce à ses yeux.

- Je ne saurais en dire du mal, dit-il, ayant été la président d'une grosse collectivité de l'U.G.T.

- Et ça marchait?

- Ça marchait... oui! il y avait tout de même des choses illogiques.

- Par exemple?

- Par exemple, des directeurs de grosses collectivités n'avaient même pas leur certificat d'études.

De la salle une voix gouailleuse répéta ma question:

- Et ça marchait?

- Ça marchait, oui, mais c'était illogique.

Le socialiste n'a pas compris les rires de nos amis, ni les remontrances des siens.

Lorsque les cellules de base reposent sur l'intérêt individuel, la concurrence naît nécessairement, et les dirigeants les mieux diplômés courent après une impossible harmonie.

Mais lorsque ces cellules sont bien établies, lorsque l'intérêt individuel et l'intérêt général coïncident, les superstructures économiques sont beaucoup plus simples qu'on ne le croit.

Je campais l'an dernier au bord du Guadalquivir, vallée riante au pied des montagnes tragiques. Pays de la grande propriété. Premières terres d'Andalousie reconquises par Franco

Des paysans me racontaient la bataille, me désignaient les emplacements des batteries.

- En tous cas, dis-je, comme il n'y a pas ici de petits propriétaires, il n'a pas été difficile de collectiviser.

Silence.

- Car vous avez bien collectiviser les terres?

- *Ce fut un rêve*, dit enfin l'un d'eux.

Et devant mon étonnement, il soupire comme une excuse:

- *Ça n'a duré qu'un an... et on n'en parle plus.*

Un rêve!... Mais plus au Nord et à l'Est, pendant deux ans et demi ce rêve fut une réalité vivante. Et notre jeunesse en fut tout ensoleillée.

Que les jeunes ne traitent donc pas ces souvenirs de rabâchage, nous avons su ce qu'il manquait à leurs 20 ans.

Je ne suis pas de ceux qui parlent du «*mal de la jeunesse*». Il y a tant de jeunesses diverses. Mais tous les jeunes, même les nôtres, m'apparaissent marqués de désenchantement. La vie, il est vrai, ne leur a guère offert de sujet d'enthousiasme depuis 15 ans.

Infortunés jeunes qui se sont chatouillé bien fort pour faire semblant de croire un instant en Tito, ... qui ont eu le temps à peine de crier «*Budapest!*» que la commune hongroise était sacrifiée, ... que Castro eût soulevé, avec son romantisme maquisard, si ses actes ultérieurs avaient pu laisser le moindre doute sur l'avenir de Cuba, ... puisse bientôt une autre Espagne leur redonner les joies et l'espoir que nous a donné le 19 juillet 1936.

Paul LAPEYRE.
